

tible vitalité du sentiment religieux et ses réveils là même où il pourrait sembler le plus éteint. Non seulement en ces vastes régions de l'ouest, du nord, du sud-ouest, où les pratiques religieuses sont si générales, mais dans les régions du centre et du sud-est, qui sembleraient plus indifférentes et parfois hostiles, ceux qui consentiraient à y vivre et mourir sans religion, sans baptême et sans première communion pour leurs enfants, sans bénédiction nuptiale, sans funérailles religieuses, ne sont, comparés à la masse, qu'une insignifiante minorité. La preuve en est dans les pétitions suppliantes et parfois menaçantes dont nous sommes assaillis quand, çà et là, la pénurie des vocations sacerdotales nous oblige à priver de curé, pour un temps, l'une ou l'autre de ces paroisses. Le jour où ces populations s'apercevraient que ce n'est pas l'Eglise qui s'ingère dans la politique, mais que ce sont les hommes politiques qui déclarent la guerre à la religion, leur attitude changerait. Jusqu'ici, ces intentions hostiles, là où elles existent, leur ont été d'ordinaire soigneusement dissimulées par des silences, sous des déclarations rassurantes ou équivoques. Les faits, qui parfois contredisent ces déclarations, ont été limités à des questions peu accessibles à l'attention des classes populaires ou vers lesquelles elle n'est pas attirée. Pour la première fois les populations rurales viennent d'être troublées dans leurs traditions, par les premières expulsions de leurs religieuses. L'émotion menaçante qu'elles ont suscitée dans des contrées diverses, doit inspirer la prudence et la modération à tout homme d'Etat digne de ce nom et capable de prévoir.

Aussi bien, messieurs, en dehors des mesures vio-